



BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Prix : contraction de l'Indice des Prix à la Production (IPP) et moindre hausse de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en février, malgré le coronavirus et les incidences de la peste porcine africaine

Crédits et masse monétaire : la croissance du financement à l'économie (TSF) demeure stable à +10,7% en février, la croissance des nouveaux prêts bancaires ralentissant légèrement à +12,1%

ECONOMIE GENERALE ([ici](#))

Politique monétaire : la PBoC a annoncé une baisse ciblée des RRR à partir du 16 mars, libérant environ 550 Mds RMB de liquidités à long terme

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Banque : Wang Jingwu, chef du Bureau de la stabilité financière de la PBoC, sera nommé vice-CEO de la banque ICBC

Banque : une entité contrôlée par la PBoC va devenir le principal actionnaire de la Bank of Jinzhou, suite au renflouement de cette dernière

Marché boursier : dans le sillage des grandes places financières internationales, le marché boursier chinois a également enregistré un net recul cette semaine

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Commerce extérieur : Chute des échanges commerciaux de la Chine aux mois de janvier – février (douanes chinoises)

Commerce bilatéral : Chute de près de 50 % des exportations françaises en janvier vers la Chine (-2,9 % hors aéronautique)

OMC : Les Etats-Unis demandent la démission de la dernière arbitre, chinoise, de l'Organe d'appel de l'OMC)

Relations US-Chine : Le ministère américain du commerce prolonge la licence de Huawei jusqu'au 15 mai

Relation US-Chine : les Etats-Unis octroient une exemption des droits de douane additionnels à certains produits médicaux en provenance de Chine

Relation US-Chine : la Chine élabore des nouvelles normes sur les résidus d'hormones dans le bœuf afin d'augmenter ses importations en provenance des Etats-Unis

Commerce international : Report du Forum de Bo'ao

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Business survey : l'Amcham publie son rapport sur le climat des affaires en Chine pour l'année 2020

Covid-19 : le Conseil des Affaires d'Etat annonce des mesures pour stabiliser les investissements étrangers et le commerce extérieur

Covid-19 : la NDRC diffuse une circulaire dans le but de rassurer les investisseurs étrangers

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Politique industrielle: reprise très progressive de l'activité industrielle dans le Hubei

Politique industrielle : le MIIT définit des catégories de données industrielles afin d'optimiser leur valorisation



Économie numérique : ByteDance prépare le lancement d'une gamme bureautique complète proche de celle de Google

Automobile : les ventes de véhicules se sont effondrées en février; des mesures de soutien sont attendues

Matières premières : Baowu est devenu le premier producteur mondial d'acier en 2019

Propriété intellectuelle : CNIPA publie un avis directeur sur la promotion du développement de la propriété intellectuelle dans les entreprises d'Etat sous tutelle du gouvernement central

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Transport aérien : nouvelles mesures de soutien au secteur et lignes directrices pour lutter contre la propagation du COVID-19

Transport aérien : les recettes des compagnies chinoises ont fondu de près 3 Mrd EUR en février

Développement durable : programme d'évaluation quantitative pour la construction de la « Belle Chine »

Energie : Stabilité de la production d'énergie et d'électricité en 2019

Transports : Malgré le début de reprise, les métros des grandes villes chinoises restent très peu fréquentés

Transports : le secteur du fret enregistre une baisse en 2019, pour la première fois depuis 2013

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Restrictions de voyage et quarantaine : le gouvernement hongkongais a annoncé l'entrée en vigueur d'une mesure de quarantaine obligatoire dans des centres gouvernementaux pour les voyageurs en provenance de plusieurs régions.

Régulation : l'Autorité Monétaire annonce un renforcement des opérations de contrôle

Bourse : l'indice Hang Seng perd -8,1% cette semaine

Change : le HKD reste à un niveau élevé dans un contexte de HIBOR supérieur au US LIBOR

TAIWAN ([ici](#))

Véhicule électrique : Hon Hai poursuit sa stratégie en constituant une co-entreprise avec le constructeur automobile Yulong

Innovation : Taiwan ouvre la porte aux talents étrangers

Parcs technologiques : des résultats historiques tirés à la hausse par TSMC

Coronavirus : impact sur l'économie

CONJONCTURE

Prix : contraction de l'Indice des Prix à la Production (IPP) et moindre hausse de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en février, malgré le coronavirus et les incidences de la peste porcine africaine

L'IPP a reculé de 0,4% en février, en liaison avec le recul de l'activité induite par le coronavirus, faisant suite à une hausse de 0,1% en janvier. Le fléchissement du sous-indice du secteur extractif (+1,1% en février contre +4,7% en janvier) et la contraction des prix du secteur des matières premières (-2,2% en février contre -0,8% en janvier), en liaison notamment avec la chute des cours du pétrole expliquent cette évolution. Pour mémoire, la croissance de l'IPP a ralenti largement depuis juin 2018, date à laquelle elle atteignait +4,7%. Cette contraction signale une demande en baisse pour la production industrielle et une diminution des profits pour le secteur manufacturier.

En revanche, l'IPC a crû de 5,2 % en g.a. en février, contre 5,4% en janvier. La hausse de la composante volatile des prix des aliments explique quasiment à elle seule cette augmentation (+21,9% en février contre +20,6% en janvier) et touche principalement le porc (+135,2% en février contre +116,0% en janvier) ; en revanche, la hausse du prix des légumes fléchit (+10,9% en février contre +17,1% en janvier). L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) ralentit à +1,0% en février contre +1,5% en janvier, compte tenu de la baisse de la demande des produits autres que ceux de première nécessité. A noter que l'inflation sous-jacente oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010 selon les statistiques officielles chinoises. En février, les prix à la production (IPP) se contractent de 0,4%, contre +0,1% en janvier.

Crédits et masse monétaire : la croissance du financement à l'économie (TSF) demeure stable à +10,7% en février, la croissance des nouveaux prêts bancaires ralentissant légèrement à +12,1%

La croissance de l'agrégat de financement à l'économie réelle hors autorités publiques (« *Total social financing* », TSF) se stabilise à +10,7% en février, à l'instar de la croissance des nouveaux prêts bancaires (+12,1% contre +12,2% en janvier). Cette évolution s'explique par la contraction des prêts bancaires aux ménages à court terme (-450 Mds RMB, consommation quotidienne réduite) et à moyen et long termes (+37 Mds RMB, transactions immobilières en diminution) durant l'épidémie de COVID-19. En revanche, les prêts aux entreprises ont bien résisté en février, comme le reflète une croissance notable des prêts à court terme (+655 Mds RMB), grâce au soutien financier des autorités chinoises pour pallier les difficultés de trésorerie des entreprises.

Pour mémoire, la PBoC a injecté au total 1700 Mds RMB de liquidités à court terme par le biais d'opérations d'*open market* sur le marché monétaire et a accordé au total 800 Mds RMB de crédits spéciaux aux PME et aux entreprises « stratégiques » au début février.

Le *shadow banking* a continué de se contracter : les *entrusted loans* affichent une baisse de -6,9% en février contre -7,0% en janvier ; les *trust loans* se contractent de -5,0% en février contre -4,3% en janvier ; et les *undiscounted banker's acceptance notes* ont diminué de -20,6% en février contre -17,0% en janvier. Les obligations gouvernementales ont augmenté de +15,1%, le ministère des Finances ayant augmenté le quota de dette que les collectivités locales peuvent émettre, à hauteur de 558 Mds RMB via « des obligations générales » et de 290 Mds RMB via des *special purpose bonds* le 11 février. Il convient également de noter que les émissions d'obligations des entreprises ont augmenté de +14,5% en février contre +13,1% en janvier.

La croissance des dépôts bancaires ralentit à +8,1% (g.a.) à fin février, contre +8,3% en janvier.

Par ailleurs, la croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 s'élève à +8,8% (g.a.) contre +8,4% fin janvier.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECONOMIE GENERALE

Politique monétaire : la PBoC a annoncé une baisse ciblée des RRR à partir du 16 mars, libérant environ 550 Mds RMB de liquidités à long terme

La PBoC a annoncé le 13 mars qu'elle réduirait à partir du 16 mars le ratio des réserves obligatoires (RRR) de 50 à 100 pdb pour les banques qui ont atteint les objectifs de la « finance inclusive » (les prêts inférieurs à 10M RMB accordés aux PME et aux particuliers pour des raisons opérationnelles). La PBoC a également déclaré que le RRR des *joint-stock banks* serait réduit de 100 pdb supplémentaires suite à l'appel du Conseil des affaires d'Etat le 11 mars. Cette baisse ciblée des RRR libérera au total 550 Mds RMB de liquidité à long terme. C'est la deuxième fois que la PBoC procède à la réduction des RRR cette année. Pour mémoire, la PBoC avait réduit le RRR de 50 pdb pour toutes les banques le 6 janvier, libérant environ 800 Mds RMB de liquidités dans le système financier.

Le 11 mars, le Conseil des affaires d'Etat en a appelé à des mesures d'assouplissement ciblées et à la baisse des RRR pesant sur les *joint-stock banks*, afin de faciliter les prêts aux PME en réduisant leur coût de financement, selon un communiqué publié après la réunion présidée par le Premier ministre Li Keqiang. C'est la première fois que le cabinet en a appelé à une baisse des RRR pour les *joint-stock banks*, qui constituent 18% de l'offre de crédits aux PME et présentent souvent une plus grande diversité de services et de produits. Les *joint-stock banks* subissent des tensions sur la liquidité importantes car elles sont soumises à des obligations de réserves plus élevées (entre 9% et 10,5%) que la plupart des banques commerciales et que les prêteurs ruraux dont les RRR se situent entre 6% et 9,5%. Actuellement, les 12 *joint-stock banks* chinoises comprennent *China Merchants Bank*, *CITIC Industrial Bank*, *Shanghai Pudong Development Bank*, *China Minsheng Banking Corporation*, *Industrial Bank*, *China Everbright Bank*, *China Guangfa Bank*, *Hua Xia Bank*, *Hengfeng Bank*, *Ping An Bank*, *China Zheshang Bank* et *China Bohai Bank*.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

BANQUE ET FINANCE

Banque : Wang Jingwu, chef du Bureau de la stabilité financière de la PBoC, sera nommé vice-CEO de la banque ICBC

Wang Jingwu, chef du Bureau de la stabilité financière de la PBoC, sera nommé vice-CEO de l'ICBC. De 2012 à 2018, il a été chef de la succursale de PBoC à Guangzhou, et a dirigé la succursale de la SAFE (*State Foreign Exchange Administration*) dans la province du Guangdong. En novembre 2018, il a été muté à Pékin pour prendre la direction du Bureau de la stabilité financière, un organisme de la PBoC en charge de l'analyse et de la prévention des risques financiers systémiques. Avec un actif total de 30400 Mds RMB (4400 Mds USD), la Banque ICBC, première banque mondiale par le total d'actifs, a réalisé un bénéfice net de 83,8 Mds RMB au troisième trimestre de 2019, soit une croissance de 5,8% en g.a.

Banque : une entité contrôlée par la PBoC va devenir le principal actionnaire de la *Bank of Jinzhou*, suite au renflouement de cette dernière

Le sauvetage de la *Bank of Jinzhou* en difficulté, soutenue par l'Etat, a enregistré une nouvelle étape avec le concours de deux entités publiques qui ont acquis pour 6,2 Mds de nouvelles actions à 1,95 RMB par action (Cours d'action à Hong Kong : 3,4HKD le 13 mars), soit au total 12 Mds RMB. *Chengfang Huida*, une filiale de *China Cinda Asset Management* créée en mai 2019 mais en fait contrôlée par la PBoC, souscrira 5,27 Mds d'actions, ce qui pourrait lui coûter jusqu'à 10,3 Mds RMB. Il deviendra alors le principal actionnaire de la *Bank of Jinzhou* avec 37,69% de participation après la réalisation des placements privés. La *Liaoning Financial Holding*, créée en décembre 2019 par le département des finances de la province du Liaoning (où la banque est basée) avec un capital social de 20 Mds RMB, en détiendra 6,65% après avoir acheté 930 M d'actions. Ces nouvelles actions émises par la *Bank of Jinzhou* ne feront pas partie de ses capitaux propres cotés à Hong Kong, mais seront émises sur le continent chinois et seront utilisées pour reconstituer ses fonds propres de base de niveau 1. A fin juin 2019, le ratio d'adéquation des fonds propres de base de niveau 1 de la *Bank of Jinzhou* était de 5,14%, le ratio d'adéquation des fonds propres de niveau 1 était de 6,41% et le ratio d'adéquation des fonds propres était de 7,47%, tous inférieurs aux exigences réglementaires (le ratio d'adéquation des fonds propres de base de niveau 1 : 7,5% ; le ratio d'adéquation des fonds propres de niveau 1 : 8,5% ; le ratio d'adéquation des fonds propres : 10,5%).

Il est également envisagé que Bank of Jinzhou cède des actifs évalués à 150 Mds RMB à *Chengfang Huida* et souscrive 75 Mds RMB de passif qu'elle remboursera sur une durée de 15 ans à la *Liaoning Financial Holding* et la *Deposit Insurance Fund Management*, une société créée par la PBoC en 2019 pour gérer un fonds de 100 Mds RMB destiné à protéger l'épargne des déposants dans les institutions financières.

Pour mémoire, la *Bank of Jinzhou* (Actifs: 825 Mds RMB), une petite *joint-stock bank* cotée à Hong Kong depuis 2015 et deuxième banque de la province du Liaoning, a été restructurée en juillet 2019, consécutivement à un problème de liquidité. Avaient été alors introduits trois investisseurs stratégiques : *ICBC Financial Asset Investment Ltd.* dont la participation au sein de la *Bank of Jinzhou* sera passée de 10,82% à 6,02% après cette émission de nouvelles actions ; *Cinda Investment Co. Ltd* dont la participation reviendra de 6,48% à 3,61% et *China Great Wall Asset Management*. En septembre 2019, la *Bank of Jinzhou* a finalement publié son rapport annuel de 2018 avec une centaine de jours de retard suite à la démission de son auditeur chez EY, au motif d'incohérences en matière de prêts dans son bilan, son cours de bourse chutant de 8,6% à 6,4HKD le 2 septembre après une suspension de cinq mois. Les résultats du premier semestre 2019 montrent que la banque a enregistré

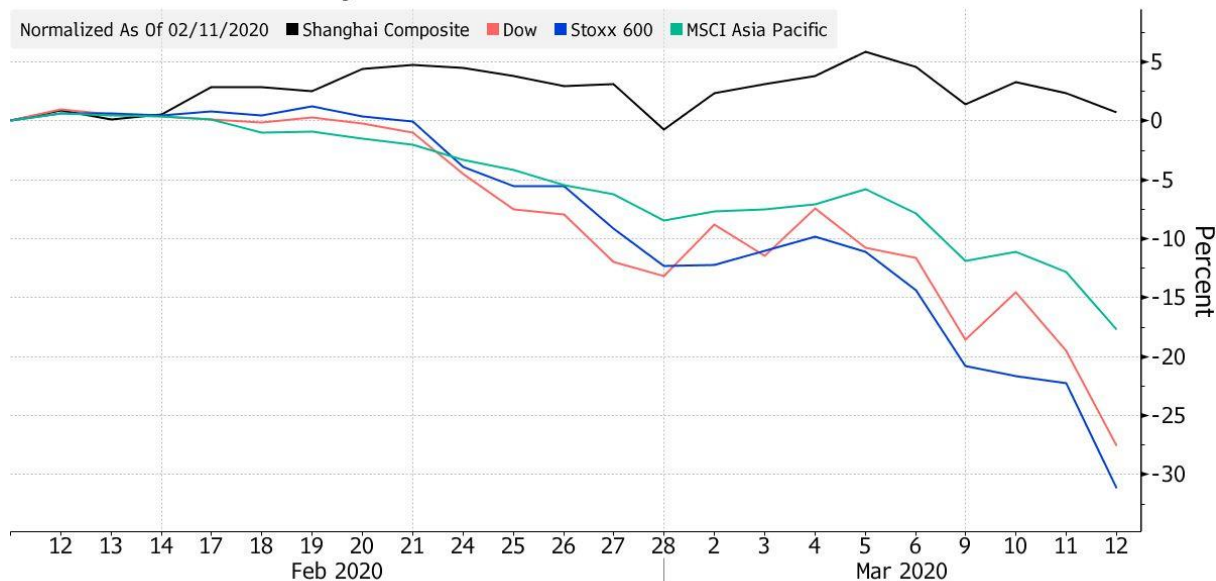
une perte de 868,4 M RMB par rapport à un bénéfice de 4,34 Mds RMB à la même période de l'année précédente, tandis que son ratio des prêts non-performants (NPL) a fortement augmenté à 6,88%.

Marché boursier : dans le sillage des grandes places financières internationales, le marché boursier chinois a également enregistré un net recul cette semaine

En liaison avec la montée de l'aversion au risque ayant affecté les principales places financières dans le monde, le marché boursier chinois a plongé cette semaine (CSI 300 : -5,88%), alors qu'il avait paru relativement immune jusqu'au 10 mars : à cette date il atteignait un niveau élevé à 4083, soit une augmentation journalière de +2,14%, dans le sillage de la visite du Président chinois Xi Jinping à Wuhan le 10 mars, un signe que la situation est actuellement sous contrôle. Il conviendra de voir si les indices de production industrielle, des ventes de détail qui paraîtront la semaine prochaine, sont déjà intégrés dans les valorisations actuelles.

	Cours de clôture le 6 mars	Cours d'ouverture le 9 mars	Cours de clôture le 13 mars	Evolution hebdomadaire de la semaine du 9 mars
CSI 300	4139	4063	3895	-5,88%
SSE Index	3035	2987	2887	-4,85%
SZSE Index	11583	11364	10831	-6,49%
ChiNext	2193	2151	2031	-7,40%

Strength in Isolation China stocks hold steady while rest of world tumbles



Source: Bloomberg

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Commerce extérieur : Chute des échanges commerciaux de la Chine aux mois de janvier – février (douanes chinoises)

NB : seuls les chiffres combinés pour les mois de janvier et février ont été publiés ; la baisse des échanges commerciaux de la Chine devrait être bien plus prononcée en février.

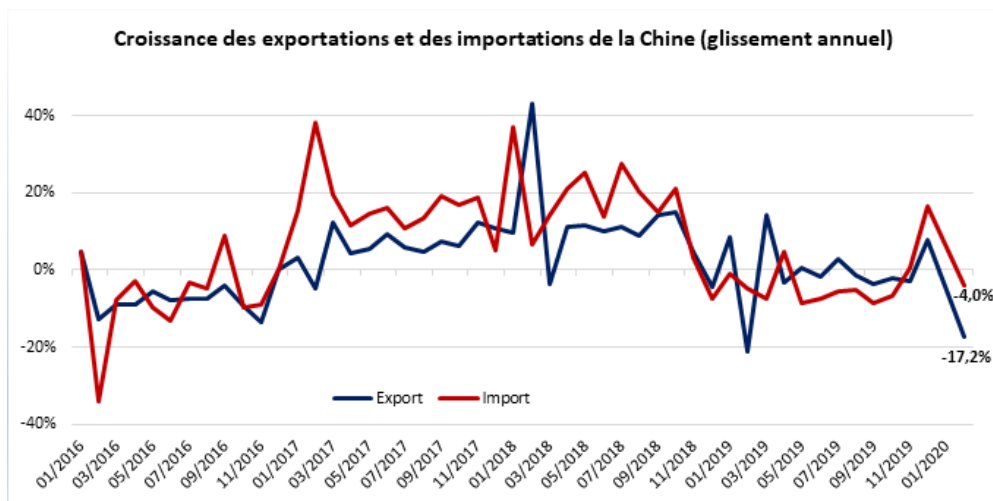
Selon les chiffres préliminaires des douanes chinoises pour les mois de janvier et de février, les exportations chutent (-17,2 % en g.a.) ; de leur côté, les importations diminuent de 4,0 %. Pour la première fois depuis huit ans, la Chine est en déficit commercial (-7,1 Mds USD).

Sur les deux premiers mois de 2020, les **exportations chinoises** chutent fortement à destination des Etats-Unis (-27,7 %), de l'Union européenne (-18,4 %), de Hong-Kong (-20,4 %), du Japon (-24,5 %) et de la Corée du Sud (-18,6 %). Seules les exportations vers l'ASEAN (-5,1 %) et Taiwan (+1,1 %) subissent un choc moins élevé. L'UE reste le premier client de la Chine sur la période janvier-février (45,3 Mds USD), l'ASEAN devient le deuxième client (44,3 Mds USD) devant les Etats-Unis (43,0 Mds USD).

Les exportations de la quasi-totalité des produits chutent à l'exception du pétrole raffinée (+23,0 % à 6,2 Mds USD) et des circuits intégrés (+9,0 % à 15 Mds USD). Parmi les principaux postes, les exportations de produits agricoles (-11,6 % à 9,5 Mds USD), les produits mécaniques et électriques (-16,2 % à 172 Mds USD) et les produits de haute technologie (-15,0 % à 87 Mds USD). Les exportations de vêtements et de chaussures baissent de 20,0 % (respectivement à 16,0 Mds USD et 5,7 Mds USD) ; celles de téléphones de 15 % (à 14 Mds USD).

Sur la même période, les **importations chinoises** en provenance de l'Union européenne (-11,4 %), de Corée du Sud (-8,1 %), de Taiwan (-3,4 %) et du Japon (-9,3 %) marquent le pas, à l'inverse de celles en provenance de l'ASEAN qui bondissent (+7,2 %). Les importations en provenance des Etats-Unis (+2,5 %) et d'Australie (+3 %) augmentent légèrement malgré le contexte économique. Les pays de l'ASEAN occupent la première position des fournisseurs de la Chine (41,0 Mds USD), devant l'Union européenne (34,7 Mds USD).

Sur la période janvier-février, les importations de produits mécaniques et électriques (-7,6 % à 119,6 Mds USD) ainsi que celles de produits de haute technologie (-5,7 % à 84,3 Mds USD) baissent tandis que les importations de produits agricoles (+5,1 % à 24,7 Mds USD) augmentent tout comme celles de pétrole brut (+14,7 % à 42,2 Mds USD).



Commerce bilatéral : Chute de près de 50 % des exportations françaises en Chine en janvier (-2,9 % hors aéronautique)

D'après les douanes françaises, les exportations françaises vers la Chine chutent de 47,9 % en janvier 2020 (en glissement annuel) pour atteindre 1,6 Md EUR. Hors aéronautique, les exportations françaises baissent de 2,9 %. Premier poste d'exportation, les ventes du secteur aéronautique s'effondrent (-82,9 % à 210 MEUR) et ne représentent que 18,4 % de nos ventes (à comparer à 56,2 % en janvier 2019).

Les exportations des secteurs agricole et agroalimentaire s'affaissent (-6,7 % à 150 MEUR), notamment du fait de la chute des exportations de vin (-47,7 % à 19 MEUR) et de produits laitiers (-28 % à 20 MEUR). Les viandes de boucherie, en revanche, bondissent (+80 % à 37 MEUR). Les exportations de parfums (+21,3 % à 105 MEUR) et de maroquinerie (+65,9 % à 36 MEUR) sont très dynamiques.

Les importations françaises de biens chinois progressent pour leur part de 1,8 % (4,7 Mds EUR), tirées notamment par la hausse des importations des deux principaux postes individuels – les téléphones (+10,1 % à 530 MEUR) et les ordinateurs (+12,3 % à 490 MEUR). Les importations d'équipements électriques et ménagers (+11,3 % à 559 MEUR) sont dynamiques. Cependant, les importations de produits textiles, d'habillement et de chaussures diminuent (-9,8 % à 890 MEUR).

Au total, sur le mois de janvier 2020, le déficit français vis-à-vis de la Chine augmente de 48,3 % (+1,1 Md EUR).

	Montant (Mds EUR)	Evolution en g.a.
Echanges totaux	5,8	-14,4 %
Exportations françaises	1,2	-47,9 %
<i>Matériel de transport</i>	<i>0,2</i>	<i>-82,1 %</i>
<i>Agricole et agroalimentaire</i>	<i>0,15</i>	<i>-6,7 %</i>
<i>Chimie, parfums, cosmétiques</i>	<i>0,2</i>	<i>+2,2 %</i>
Importations françaises	4,7	+1,8 %
<i>Informatique, électronique</i>	<i>1,3</i>	<i>+11,5 %</i>
<i>Textile, habillement, chaussures</i>	<i>0,9</i>	<i>-9,8 %</i>
<i>Equip. électriques et ménagers</i>	<i>0,6</i>	<i>+11,3 %</i>
Balance commerciale	-3,5	+48,3 % <i>(augmentation du déficit de 1,1 Md EUR)</i>

OMC : Les Etats-Unis demandent la démission de la dernière arbitre, chinoise, de l'Organe d'appel de l'OMC

Les Etats-Unis souhaitent démettre de ses fonctions le dernier membre de l'Organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Chinoise Zhao Hong. Les Etats-Unis accusent en effet cette dernière d'être inéligible car elle enfreindrait le règlement de l'OMC interdisant à un membre de l'Organe d'appel d'être affilié à un gouvernement. Zhao Hong est actuellement vice-présidente et dirigeante de « l'Académie du commerce international et de la coopération économique » qui serait selon les Etats-Unis financée par le gouvernement chinois. La délégation chinoise à l'OMC affirme que cette organisation est indépendante depuis 1997.

Pour rappel, les Etats-Unis bloquent la nomination et le renouvellement de mandats d'arbitres de l'Organe d'appel depuis 2017. Toute décision de cet organe doit être rendue par trois arbitres de nationalités différentes : il n'en reste plus qu'une, Zhao Hong, dont le mandat expire en novembre 2020.

Relations US-Chine : Le ministère américain du Commerce prolonge la licence de Huawei jusqu'au 15 mai

Le ministère américain du Commerce a décidé de prolonger la licence permettant aux entreprises américaines de continuer à faire des affaires avec Huawei jusqu'au 15 mai.

Huawei a été ajouté à une liste noire en mai 2019 pour des raisons de « sécurité nationale ». Cependant, les Etats-Unis ont dans la foulée accordée une licence temporaire au groupe chinois afin de minimiser les perturbations pour ses clients, dont beaucoup exploitent des réseaux sans fil dans les zones rurales des Etats-Unis. Depuis, la licence a été prolongé de 90 jours en novembre et de 45 jours en février.

Par ailleurs, le ministère américain du Commerce a sollicité les commentaires publics en demandant s'il devait accorder de futures extensions de licences ou non et en demandant quel serait l'impact sur les entreprises si la licence n'était pas prolongée.

Huawei s'est rapproché de la Russie depuis son ajout sur la liste noire américaine, l'entreprise collabore en effet avec la banque d'Etat Sberbank afin de développer une plateforme intégrée de *cloud*.

Relation US-Chine : les Etats-Unis octroient une exemption des droits de douane additionnels à certains produits médicaux en provenance de Chine

Dans le contexte de l'épidémie Covid-19 qui se développe sur son territoire, le Bureau du représentant au commerce américain (USTR) a annoncé, le 10 mars, que des catégories de biens à usage médical seraient exclues des sanctions tarifaires imposées en septembre dernier (augmentation de 15 % de droits de douanes ; réduite à 7,5 % mi-février). Les masques, le gel hydro-alcoolique et les gants chirurgicaux notamment sont concernés. Malgré la signature d'un accord commercial de phase-1 avec la Chine, les Etats-Unis maintiennent des droits de douane additionnels sur environ 370 Mds USD d'importations de biens chinois.

[Lire le bulletin de l'USTR](#)

Relations US-Chine : la Chine élabore des nouvelles normes sur les résidus d'hormones dans le bœuf afin d'augmenter ses importations en provenance des Etats-Unis

La Chine a élaboré des normes de sécurité alimentaire sur les limites de résidus d'hormones de croissance dans le bœuf, une mesure considérée comme une nouvelle étape vers l'ouverture de son marché aux importations américaines de viande. La Chine avait auparavant une tolérance zéro pour tout résidu d'hormones de croissance, ce qui a limité la quantité de bœuf qu'elle peut importer des Etats-Unis où les médicaments sont largement utilisés. Cependant, Pékin a convenu dans son accord commercial de phase 1 avec les États-Unis signé en janvier d'adopter des limites de résidus pour trois hormones utilisées dans le bœuf, en plus d'autres changements pour rendre plus de bœuf américain éligible à l'exportation vers la Chine, le premier importateur mondial de viande. Les normes proposées ont été publiées la semaine dernière sur le site Internet du Ministère de l'Agriculture et des Affaires Rurales.

En 2019, la Chine a importé 300 M\$ de bœuf en provenance des Etats-Unis. La Chine s'est engagée le 15 janvier dernier à significativement augmenter ses achats de produits agricoles américains : +12,5 Md\$ en 2020 et +19,5 Md\$ en 2021 par rapport aux achats de 24 Md\$ pré-guerre commerciale (2017).

Importations chinoises de viande bovine, par pays (milliers USD)

	2017	2018	2019
Total	73 508	136 561	296 567
Australie	65 903	113 008	222 963
Nouvelle-Zélande	2 546	19 170	59 129
États-Unis	5 058	4 265	12 561
Uruguay	-	-	533
Argentine	-	-	448
Namibie	-	-	366
France	-	30	228
Pays-Bas	-	-	202
Canada	-	75	81
Italie	-	13	55
Danemark	-	-	1

Source : Global Trade Atlas

Commerce international : Report du Forum de Bo'ao

La conférence annuelle qui devait avoir lieu du 24 au 27 mars sur l'île de Hainan a été reportée, sans que de nouvelle date ne soit fixée. Fondé en février 2001, le « *Bo'ao Forum for Asia* » réunit chaque année depuis 2002, sur le modèle du Forum économique mondial de Davos, des membres de gouvernements, de multinationales, ainsi que des personnalités académiques ou des représentants d'organisations internationales.

Retour au sommaire ([ici](#))

CLIMAT DES AFFAIRES

Business survey : l'Amcham publie son rapport sur le climat des affaires en Chine pour l'année 2020

La Chambre de commerce américaine en Chine (AmCham) a interrogé entre le 24 octobre et le 25 novembre dernier 771 entreprises membres (dont 372 ayant répondu « à la majorité des questions »).

NB : les résultats ne tiennent donc pas compte (i) de la signature de l'accord Phase-1 entre les Etats-Unis et la Chine ; (ii) la crise sanitaire du Covid-19.

Concernant les revenus et la rentabilité, en 2019, 21 % des membres interrogés ont connu une chute de leurs revenus (en hausse : 12 % en 2018 et 7 % en 2017) ; 61 % jugent que leurs entreprises sont « rentables » (en baisse : 69 % en 2018 et 73 % en 2017) ; seulement 35 % de membres indiquent une croissance des « bénéfices avant intérêts et impôts » (*earnings before interest and tax*, ou EBIT) pour l'année 2019, par rapport à 45% en 2018 .

Concernant les objectifs, un quart des entreprises ne prévoient pas de croissance de leurs marchés en 2020. 37 % des membres – une augmentation de 5 % par rapport à l'année précédente et le pourcentage le plus élevé depuis 2013 – affirment qu'ils vont désinvestir ou qu'ils n'ont pas de projet pour élargir leurs investissements en Chine en 2020.

Néanmoins, la Chine a été la « première priorité » pour 20 % de membres et parmi les « trois premières priorités » pour 39 % en termes de projets d'investissement pour l'année 2019 ; 83 % de membres n'ont pas de projet de délocalisation leurs capacités de production en dehors de la Chine, par rapport à 80 % en 2018 et 77 % en 2017. Par ailleurs, plus de 60 % des membres sondés affirment que, si le niveau d'ouverture de la Chine était équivalent à celui des Etats-Unis, ils auraient des projets pour renforcer leur investissement.

Concernant le climat des affaires, en 2019, 27 % des membres interrogés se sentent mieux accueillis en Chine, par rapport à 20 % en 2018 ; 63 % de membres considèrent que les entreprises étrangères sont traitées d'une manière équitable ou préférentielle, par rapport à 56 % en 2018 ; et 50 % des membres considèrent que l'environnement d'investissement en Chine s'est amélioré, à comparer à 38 % en 2018. Plus spécifiquement :

- 69 % de membres remarquent vu une amélioration dans la protection de la propriété intellectuelle (PI), une augmentation de 10 % par rapport à l'année 2018 ; et la grande majorité (81 %) des entreprises qui partagent leurs technologies auraient pris cette décision sur une base volontaire.
- Plus de la moitié des membres ont été obligés d'établir une « cellule du parti communiste » au sein de leur entreprise, mais seulement 7 % considèrent que cela a eu un impact négatif.
- Le système du crédit social pour les entreprises est un nouvel élément ajouté dans le sondage de cette année- un tiers de membres sondés considèrent qu'il n'y pas encore d'informations suffisantes pour évaluer son impact sur leurs activités, et 40 % de membres jugent ce système comme un développement positif.

Concernant les difficultés, l'augmentation de tensions entre les Etats-Unis et la Chine, l'incohérence et l'ambiguïté des lois et des réglementations et de leur mise en œuvre, ainsi que les coûts plus élevés de la main-œuvre ont été cités comme les enjeux les plus importants dans les quatre secteurs

(technologie, ressources & industrie, consommation, services ; voir tableau ci-dessous). De plus, 79 % de membres jugent qu'il est plus difficile d'émettre des fonds hors de la Chine par rapport aux autres marchés.

Please select your top five business challenges in China
请选出对贵公司在华业务影响最大的五个商业挑战 (按行业分类)

	Technology & other R&D-intensive industries 技术和其他研发行业	Resources & Industrial 工业和资源行业	Consumer 消费行业	Services 服务行业
1	Rising tensions in US-China relations 中美关系日益紧张 (48%)	Rising tensions in US-China relations 中美关系日益紧张 (46%)	Rising labor costs 劳动力成本增加 (51%)	Rising labor costs 劳动力成本增加 (46%)
2	Rising labor costs 劳动力成本增加 (44%)	Rising labor costs 劳动力成本增加 (42%)	Inconsistent regulatory interpretation and unclear laws & enforcement 法律法规解释执行不一致 / 不明确 (42%)	Rising tensions in US-China relations 中美关系日益紧张 (44%)
3	Inconsistent regulatory interpretation and unclear laws & enforcement 法律法规解释执行不一致 / 不明确 (44%)	Industry overcapacity 行业产能过剩 (41%)	Shortage of qualified employees 缺少合格的员工 (30%)	Inconsistent regulatory interpretation and unclear laws & enforcement 法律法规解释执行不一致 / 不明确 (42%)
4	Increasing Chinese protectionism 中国贸易保护主义不断升级 (34%)	Inconsistent regulatory interpretation and unclear laws & enforcement 法律法规解释执行不一致 / 不明确 (37%)	Rising tensions in US-China relations 中美关系日益紧张 (27%)	Shortage of qualified employees 缺少合格的员工 (39%)
5	Regulatory compliance risk, including insufficient lead time to comply with new regulations 监管合规风险, 包括没有足够准备时间符合新的规定 (26%)	US tariffs on Chinese goods 美国对中国商品加征关税 (34%)	Shortage of qualified management 缺少合格的管理人员 (27%)	Shortage of qualified management 缺少合格的管理人员 (25%)

Quant au traitement inégal vis-à-vis des entreprises étrangères, l'accès au marché (63 %), les subventions du gouvernement (42 %), et l'accès aux marchés publics (39 %) sont cités comme les trois domaines les plus susceptibles de faire l'objet de traitement discriminatoire. De plus, presque 70 % des membres considèrent que la mise en œuvre de réglementations ambiguës dans la cyber-sécurité aura un impact négatif sur leurs activités en Chine, en particulier les obligations de localisation de données en Chine.

Concernant la relation bilatérale entre les US et la Chine, 79 % des membres considèrent qu'elle va s'améliorer ou se stabiliser en 2020, par rapport à 64 % l'année précédente ; presque trois-quarts des membres se disent être touchés d'une manière négative par les tarifs bilatéraux mise en place. 40 % de membres affirment que les tensions bilatérales n'auront pas d'impact sur leur stratégie, mais un quart d'entreprises ont déjà décalé ou annulé des projets du fait de cette raison.

Enfin, les trois premières recommandations par les membres pour le gouvernement chinois sont :

- améliorer la transparence, la prévisibilité, et l'équité de l'environnement réglementaire (41 %) ;
- renforcer la protection de la propriété intellectuelle (38 %) ; et
- limiter l'usage des politiques industrielles qui créent des obstacles (32 %).



Et pour le gouvernement américain :

- revendiquer plus fermement pour un *level-playing field* pour les entreprises américaines en Chine (41 %) ;
- poursuivre un cadre de la communication inter-gouvernementale orienté vers les résultats (34 %) ; et
- réduire les droits de douane imposés sur les produits chinois (32 %).

[Lire le rapport d'AmCham](#)

Le Conseil des Affaires d'Etat annonce des mesures pour stabiliser les investissements étrangers et le commerce extérieur

Lors de la réunion régulière du Conseil des Affaires d'Etat présidée par le Premier Ministre Li Keqiang le 10 mars, notamment pour mitiger l'impact de l'épidémie du Covid-19, les mesures suivantes ont été annoncées dans le but de stabiliser les investissements étrangers et le commerce extérieur :

- Tous les remboursements d'impôts d'exportation doivent être effectués sans délai, mis à part pour les produits à énergie intensive ou polluants ;
- Les institutions financières sont encouragées à augmenter les prêts pour le commerce extérieur aux petites entreprises qui sont à la fois très touchées par le Covid-19 et qui ont un gros potentiel ;
- Les entreprises d'assurance sont encouragées à offrir des services d'assurance du crédit d'exportation à court-terme et à baisser leurs taux de prime ;
- Les préparations doivent être lancées pour la Foire d'import et export de la Chine (Foire de Canton), qui doit avoir lieu au printemps ;

La réunion souligne que tous les mesures récemment adoptées concernant l'allègement des impôts et des frais pour aider les entreprises en difficulté s'appliquent aux entreprises chinoises et étrangères de la même manière.

Covid-19 : la NDRC diffuse une circulaire dans le but de rassurer les investisseurs étrangers

La circulaire, issue le 11 mars par la Commission nationale du Développement et de la Réforme (NDRC), réitère certaines mesures existantes pour la protection des investissements étrangers en Chine, comme l'interdiction des transferts forcés de technologie et la protection des secrets commerciaux ; elle stipule par ailleurs des mesures d'urgence en réponse à la crise du Covid-19, en particulier le soutien aux entreprises étrangères pour la relance de la production et la simplification du dossier d'approbation des projets d'investissements étrangers.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Politique industrielle: reprise très progressive de l'activité industrielle dans le Hubei

Si certains articles de presse ont annoncé la reprise des activités dans le Hubei, il reste à ce stade prématuré de parler de redémarrage de l'économie de la province. Les autorités provinciales ont publié le 11 mars une directive organisant la reprise selon le niveau de risque épidémique de chaque comté :

Dans 12 comtés à risque élevé (dont la ville de Wuhan), seules les entreprises qui participent à la lutte contre l'épidémie, les entreprises du secteur agricole et les entreprises qui participent à l'approvisionnement de la population sont autorisées à redémarrer. Les entreprises qui jouent un rôle clé dans les chaînes de valeur nationales ou mondiales (ainsi que leurs fournisseurs) peuvent reprendre la production sur autorisation des autorités. Dongfeng Motor, Honda et General Motors ont pu reprendre à ce titre (mais en sous-régime en raison des exigences au plan sanitaire). La date de reprise pour toutes les autres entreprises dans Wuhan est repoussée au 21 mars.

Hors de Wuhan, les entreprises réalisant des grands projets de niveau national, provincial ou municipal ainsi que les ports fluviaux (Jingzhou, Yichang) et les entrepôts de stockage de fret ont reçu l'autorisation de reprendre leurs activités. Dans 19 comtés à risque moyen, seules les entreprises de services aux entreprises (services IT, services juridiques, comptabilité), celles de construction en plein air ainsi que les industries qui disposent de main d'œuvre et de fournisseurs locaux sont autorisées à redémarrer. Dans 45 comtés à risque faible, un système de liste négative a été mis en place : seules les entreprises qui figurent sur cette liste ne sont pas autorisées à reprendre la production. Il n'en reste pas moins que les « comtés à risques faibles » représentent principalement les comtés ruraux de la province et que la majorité du « Hubei utile », à savoir la ville de Wuhan (38% du PIB de la province) et les plus grosses villes de la province (Huanggang, Huangshi, Xianning, Xiaogan) sont situés dans des « comtés à risque élevé », dans lesquels le redémarrage ne concerne que quelques dizaines d'entreprises qui opèrent en sous-régime.

Politique industrielle : le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) définit des catégories de données industrielles afin d'optimiser leur valorisation

Le MIIT a publié le 4 mars 2020 une première version des « [lignes directrices pour la catégorisation et la classification des données industrielles](#) ». Ce document définit les données industrielles comme « les données de R&D, les données d'exploitation et de maintenance, les données de gestion et les données externes » (liste non-exhaustive). Ces données sont divisées en trois catégories en fonction de leur niveau de risque dans le cas où ces dernières seraient falsifiées, détruites, divulguées ou utilisées illégalement. Selon l'annonce officielle, ces normes sont notamment basées sur les conclusions du « guide de protection de la sécurité de l'information des systèmes de contrôle industriels » ainsi sur une procédure standardisée (GB / T 36073-2018) dont l'objectif ultime est de « libérer la valeur des données » (释放数据潜在价值) afin de permettre un développement industriel de haute qualité (赋能制造业高质量发展).

L'objectif de cette décision est donc davantage de favoriser les partages de données industrielles, afin de développer de nouveaux outils et de renforcer les capacités des industriels chinois, que de protéger les données sensibles. Ainsi, seuls les opérateurs de données de niveau 3 ne doivent pas partager leurs données ; ces derniers étant invités à mettre en place un système résistant aux attaques hostiles. Ces nouvelles directives sont une nouvelle étape dans la [vision](#) du gouvernement chinois d'établir un système de gestion du *big data* à l'échelle nationale d'ici 2025, objectif qui résonne avec l'ambition de montée en gamme et d'autonomisation de l'industrie chinoise exprimé dans le plan Made in China

2025. Le gouvernement encourage ainsi le partage de données en soutenant la création de plateformes sectorielles semi-ouvertes sur lesquelles les entreprises sont encouragées à échanger leurs données. Les plateformes sélectionnées sont souvent mises en place et gérées par des entreprises publiques dominantes sur leurs secteurs respectifs.

Outre le partage de données, les entreprises chinoises sont également incitées à s'engager dans la « production partagée » (共享制造), une approche censée optimiser l'utilisation des ressources et encourager les synergies inter-entreprises. Les directives annoncées en octobre prévoyaient notamment la mise en place de 20 « plateformes d'essai » et 50 projets de production partagée d'ici 2022. En encourageant ainsi les collaborations entre entreprises privées, le gouvernement matérialise sa stratégie pour le développement de l'internet industriel, qui doit être « conduit par le marché mais dirigé par le gouvernement ».

[Lire le plan de développement industriel du big data \(en chinois\)](#)

[Lire le plan sur la promotion de la « production partagée » \(octobre 2019-en chinois\)](#)

Économie numérique : ByteDance prépare le lancement d'une gamme bureautique complète proche de celle de Google

[Bloomberg](#) révèle que ByteDance se préparerait à lancer une gamme de services intégrée similaire à celle de Google, qui intégrerait notamment des services de stockage de documents dans le cloud (traitement de texte, feuille de calcul etc.). Le groupe chinois, dont l'application la plus populaire est TikTok (Douyin) dispose également de sa propre plateforme de bureautique, Lark dont la version chinoise est Feishu, et qui pourrait s'intégrer dans cette nouvelle gamme. Cette décision est cohérente avec l'approche du groupe, qui cherche à développer un écosystème indépendant en investissant sur de nouveaux segments (messagerie, jeux vidéo - [officiellement depuis cette semaine](#) -, téléphonie mobile etc.) et en favorisant l'interopérabilité de ses applications en s'appuyant sur ses deux applications fortes, Douyin et Jinri Toutiao, un agrégateur d'actualité. En août 2019, ByteDance a annoncé développer son propre moteur de recherche : Toutiao Search, disponible directement sur les applications Douyin et Jinri Toutiao. De même, l'investissement en août 2019 de 8,7 Mds CNY (1,1 Md EUR) dans le site d'information Hudong Baike vise à concurrencer Baidu Baike, l'équivalent chinois de Wikipédia.

La décision de Tencent la semaine dernière de restreindre l'accessibilité sur WeChat des liens vers Lark, [puis vers certaines plateformes d'Alibaba](#), pourrait présager d'une divergence croissante entre les écosystèmes des plus grandes entreprises du numérique chinois.

Un tel découplage semble déjà à l'œuvre entre les plateformes chinoises, en position de force sur le marché local, et leurs homologues américaines, dominantes à l'échelle mondiale. Le succès international de TikTok et les [tensions](#) qu'il génère aux États-Unis illustre cette dernière tendance, qui pourrait mener au bannissement de la plateforme aux États-Unis selon [Caixin](#). La [nomination](#) cette semaine d'un ancien membre des forces armées américaines au poste de directeur de la sécurité de TikTok signale la volonté de ByteDance de se faire bien voire des autorités américaines, une approche qui pourrait en revanche affaiblir la position du groupe auprès des autorités chinoises.

Automobile : les ventes de véhicules se sont effondrées en février; des mesures de soutien sont attendues

La China Passenger Car Association (CPCA) a annoncé le 4 mars une forte baisse (-80%) du volume de ventes de véhicules en Chine par rapport à février 2019. Ce recul est largement dû aux effets de l'épidémie de COVID-19 qui, outre de fortes perturbations sur les activités des usines chinoises, a entraîné une chute vertigineuse de la demande sur le marché intérieur chinois. Ce phénomène s'illustre notamment par un niveau d'activité extrêmement bas pour les concessionnaires automobiles, dont [80% avaient arrêté leurs activités mi-février](#), bien que les ventes journalières [semblent](#) s'être légèrement redressées à la fin du mois de février. Pour rappel, le marché automobile chinois s'est rétracté en 2019 (-8,2%) pour la deuxième année consécutive. En janvier, l'épidémie du COVID-19 avait déjà provoqué un recul des ventes de 18% en glissement annuel ([voir brèves du 17 février 2020](#)).

Dans un [étude conjointe](#) réalisée auprès de 5 000 consommateurs, la CPCA et AutoHome estiment néanmoins que (1) la baisse de la demande sera de court terme ; (2) la demande devrait être particulièrement résiliente dans les très grandes villes (*tier one*) et dans les provinces et municipalités les plus développées (Guangdong, Pékin et Shanghai notamment); (3) la peur de l'épidémie incite une part croissante de consommateurs à se doter d'un véhicule personnel ; (4) la montée en gamme du marché chinois devrait se poursuivre, les véhicules de luxe faisant l'objet d'un intérêt particulièrement fort ; (5) plus de 80% des consommateurs se disent prêts à payer pour l'installation d'un purificateurs d'air dans leur véhicule ; (6) le marketing en ligne (exemple : utilisation de la réalité virtuelle pour les démonstrations) gagne du terrain.

Cette hausse de la demande pourrait être favorisée par des mesures de soutien décidées par les autorités pour soutenir la consommation et relancer la croissance économique.

- Des subventions à l'achat sont proposées au niveau local, par exemple dans la municipalité de Foshan (Guangdong) où les autorités offrent 3 000 CNY (392 EUR) tandis que la ville de Xiangtan (Hunan) propose une offre similaire, uniquement pour l'achat d'un véhicule produit localement. Des financements particuliers sont également prévus pour encourager [l'acquisition de voitures électriques](#), alors même que la disparition des subventions pour les véhicules à énergie nouvelle (VEN), annoncée pour 2020 au niveau central, avait été [repoussée](#) dès janvier alors que la China Association of Automobile Manufacturers (CAAM) avait annoncé un recul de 54,4% des ventes en glissement annuel.
- La levée progressive des limitations à la possession de véhicules dans les grandes agglomérations a été évoquée le 24 février par le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT). Ce dernier a appelé les gouvernements locaux à augmenter les quotas de nouvelles plaques d'immatriculation. Ces mesures, appliquées au niveau local sont destinées à réduire le trafic routier et la pollution atmosphérique. En 2019, certaines localités (Guiyang, Hainan, Canton, Shenzhen) avaient déjà assoupli ces règles, contrairement aux autres gouvernements concernés (Pékin, Shanghai, Tianjin et Hangzhou). Parmi les [alternatives](#) mises en avant, un système de loterie par famille (以家庭为单位摇号) pourrait être testé afin de s'assurer que chaque famille ait la possibilité d'acquérir un véhicule.
- Un report de la date d'application des nouveaux standards d'émissions (China VI) [a été demandé](#) par la CAAM afin de permettre aux constructeurs sous pression d'écouler leurs inventaires avant la mise en œuvre de ces nouvelles normes plus restrictives. L'application nationale des standards 6a était initialement prévue pour juillet 2020, de nouvelles normes 6b étant attendues pour 2023.

Matières premières : Baowu est devenu le premier producteur mondial d'acier en 2019

L'entreprise sidérurgique chinoise Baowu a [annoncé](#) le 4 mars avoir produit 95,2 Mt d'acier brut en 2019 pour un chiffre d'affaires total de 556,6 Mds CNY (70,6 Mds EUR). Les bénéfices du groupe se sont élevés à 34,5 Mds CNY (4,4 Mds CNY). Le 6 février, le groupe indo-luxembourgeois ArcelorMittal, jusqu'alors numéro un mondial du secteur avait annoncé une production de 89,8 Mt, perdant ainsi sa position de leader au profit de Baowu. Chen Derong, le PDG et secrétaire général du Parti Communiste du groupe a annoncé que cet accomplissement représentait une réussite dans la « stratégie de renaissance de la nation chinoise » (中华民族伟大复兴战略) dont l'aboutissement serait d'atteindre l'objectif « magnifique » d'une production annuelle de 100 Mt.

Pour rappel, la demande d'acier chinoise a été impactée ces dernières semaines par l'épidémie de COVID-19 ([voir brèves du 24 février 2020](#)). En outre, la Chine étant responsable de plus de la moitié de la production mondiale, la propagation de l'épidémie à hors de Chine pourrait fortement peser sur les exportations du pays, et donc sur la production totale dans les prochains mois. Dans ce contexte, une augmentation de la production de Baowu pour atteindre 100 Mt ne semble pas justifiée d'un point de vue économique. De plus, du point de vue de la production, la forte implantation de Baowu à Wuhan et la contamination de sa filiale locale pourraient également représenter un frein à cette ambition. Le 22 février, le groupe avait en effet annoncé s'attendre à une baisse de 8% de son niveau de production en février et de 5% (-1 Mt) au premier trimestre 2020.

Baowu est une entreprise publique (SOE), dont la gouvernance est placée sous l'autorité de la State-owned Assets Supervision and Administration Commission (SASAC). Ce type de déclarations patriotiques, affichant des objectifs symboliques et nationalistes, est contradictoire avec les objectifs de la réforme en cours des SOE, qui prône une meilleure prise en compte des forces du marché dans la prise de décision stratégique.

Propriété intellectuelle : CNIPA publie un avis directeur sur la promotion du développement de la propriété intellectuelle dans les entreprises d'Etat sous tutelle du gouvernement central

Dans la lignée des engagements pris lors du 19ème congrès national du PCC, cette publication vise à poursuivre la stratégie de développement axée sur l'innovation, et à améliorer le recours à la propriété intellectuelle pour les entreprises d'Etat. Les 25 recommandations qu'il contient tendent au renforcement des capacités d'innovation indépendante de ces entreprises et à la consolidation de leur stratégie de propriété intellectuelle. Parmi les points sensibles que les entreprises d'Etat sont encouragées à corriger figurent notamment la qualité moindre de certains brevets ou l'utilisation insuffisante de la propriété intellectuelle, y compris à l'international. Le recrutement de talents spécialisés en PI, le recours accru à la propriété intellectuelle comme outil de financement ou encore la surveillance des concurrents étrangers sont autant de points d'amélioration pour les entreprises d'Etat.

L'objectif général fixé par l'avis est la mise en place d'ici 2025 d'un système de gestion des droits de propriété intellectuelle dans les entreprises d'Etat, pour une amélioration des capacités d'innovation et d'utilisation de la propriété intellectuelle. Le souhait est d'aller vers une augmentation du nombre de dépôts de brevets, de plus en plus innovants, dans des domaines technologiques clé.

Pour cela, les entreprises d'Etat sont incitées à mener des travaux de veille et d'analyse de brevets lors des prises de décision en matière industrielle ainsi que dans la définition de leurs orientations stratégiques. Elles sont encouragées à se concentrer sur les besoins de développement à long terme, et à développer des portefeuilles de brevets à forte valeur ajoutée sur des niveaux élevés d'innovation.

La participation active à la formulation des normes est recommandée, de même que l'intégration des technologies brevetées dans les normes industrielles à l'échelle nationale et internationale. Les efforts de la Chine en matière de normalisation sont ainsi réaffirmés, avec un objectif clairement affiché que les entreprises d'Etat soient titulaires de portefeuilles de brevets essentiels à des normes, de préférence internationales.

Sur l'international, toujours, il est recommandé que la propriété intellectuelle devienne une grille de lecture : si les entreprises sont encouragées à plus déposer à l'étranger, via le PCT ou le système de Madrid, l'analyse de la PI des concurrents est également préconisée pour qu'une priorité soit accordée à des demandes de brevets dans des domaines qui correspondent aux tendances du développement technologique, avec des perspectives d'application sur les marchés étrangers, permettant un renforcement de la compétitivité internationale.

L'avis directeur ne se limite pas à la question du brevet mais tous les domaines de la propriété intellectuelle sont concernés. Les marques, pour développer une image de marque forte en matière d'innovation scientifique et technologique, le droit d'auteur, les variétés végétales ou encore la conception de circuits intégrés permettront également de renforcer la force globale de la propriété intellectuelle chinoise. Les stratégies de secret aussi, avec la normalisation du recours au contrat de confidentialité, notamment au sein des entreprises.

Au-delà du dépôt, l'avis porte également sur l'exploitation des titres de propriété industrielle. Licences, cessions, en Chine ou à l'étranger auront tout autant leur place dans la stratégie PI des entreprises d'Etat. Pour une stratégie de *licensing-in*, il est toutefois recommandé de respecter les droits de propriété intellectuelle d'autrui et de les utiliser strictement conformément à la portée convenue. Sur l'octroi de licences, surtout vers l'étranger, une vigilance particulière est préconisée sur les technologies liées à la sécurité nationale, les secteurs économiques clés ou concernant les moyens de subsistance de la population.

L'utilisation de la PI comme outil de financement est également encouragée. Gage, achat d'actions, constitution de pools de brevets, tout ce qui peut permettre de développer le financement par la PI, notamment à l'étranger, est recommandé.

Tous ces objectifs pourront notamment être atteints en allouant un budget spécifique à la propriété intellectuelle permettant une augmentation des investissements en la matière, en optimisant la gestion du portefeuille de titres, c'est-à-dire en triant régulièrement les titres existants pour éliminer ceux de faible valeur, et en structurant les équipes dédiées à la PI autour d'experts nationaux et internationaux.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Transport aérien : nouvelles mesures de soutien au secteur et lignes directrices pour lutter contre la propagation du COVID-19

L'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a communiqué le 9 mars un [chapelet de mesures de soutien au transport aérien](#), rappelant des décisions déjà actées et en annonçant de nouvelles. Parmi ces dernières, on peut citer notamment un moratoire sur les obligations d'utilisation des créneaux aéroportuaires jusqu'au 2 mai pour les vols domestiques, une réduction de 8% des charges sur le carburant pour les vols domestiques également, ou encore une simplification des procédures d'approbation de programme. En matière d'investissements, la CAAC annonce que 100 Mrd RMB (12,7 Mrd EUR) seront mobilisés en 2020, via le fond de développement de l'aviation civile.

En soutien des opérations des compagnies étrangères, en outre du mécanisme de subvention des liaisons internationales communiqué précédemment (voir *Brèves hebdomadaires du SER de Pékin - semaine du 2 au 6 mars*), la CAAC annonce la réduction de 10% des redevances de routes et des redevances d'atterrissage, ainsi qu'une exemption des charges pour les services au sol, à compter du 23 janvier (avec effet rétroactif). L'effectivité et la durée de ces dernières mesures restent encore à préciser.

En parallèle, la CAAC a publié le 10 mars des [lignes directrices sanitaires pour lutter contre la propagation du COVID-19](#), à l'attention des compagnies chinoises, des aéroports et des personnels d'inspection. Ainsi, le guide pour les compagnies décrit de manière exhaustive et progressive l'ensemble des dispositions à prendre avant l'embarquement, en vol, à l'atterrissage, par et pour les personnels navigants, les passagers, mais aussi pour les appareils et les équipements, selon une classification du niveau de risque des vols (faible, moyen, élevé), en fonction de trois facteurs (nombre de cas testés positifs au coronavirus dans le pays de destination/départ, taux de remplissage et durée du vol). Dans la situation présente, tous les vols France-Chine sont considérés comme des vols à haut risque.

Transport aérien : les recettes des compagnies chinoises ont fondu de près 3 Mrd EUR en février

L'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a informé le 12 mars que les compagnies aériennes chinoises ont enregistré une perte de recette de 20,96 Mrd RMB en février 2020 (2,7 Mrd EUR), consécutive à l'annulation de dizaines de milliers de vols à destination et en provenance du pays, en raison de l'épidémie de COVID-19. Le trafic passager a chuté de 84,5% à 8,34 millions de personnes, tandis que le volume de fret a décliné de 21%, soit 297 000 tonnes de marchandises de moins par rapport à l'an dernier. Pour rappel, dans son étude du 5 mars dernier, IATA estimait à au moins 22 MRD USD les pertes de recette des compagnies chinoises pour l'année 2020. Cependant, les scénarii ne tenaient alors pas compte des dernières évolutions (nouvelles restrictions à l'entrée de voyageurs en Inde ou en Thaïlande, conséquences indirectes sur les flux et les réseaux des mesures américaines à l'encontre de l'Europe, etc.) qui viendront très probablement grossir les pertes.

Au cours de la première semaine de mars, les vols domestiques ont entamé une timide reprise, avec 40% de l'offre de capacité par rapport aux programmations antérieures. S'agissant de l'offre internationale, la CAAC autorisera 2072 vols réguliers mixtes (passagers et fret) et tout-cargo entre le 16 mars et le 22 mars. Cela constitue une baisse de -4% par rapport à la semaine dernière (9-15 mars, 2161 vols) et de -10% par rapport à la semaine précédente (2-8 mars, 2304 vols). Le recul de l'offre porte davantage sur les vols mixtes (-10% entre la semaine du 16 mars et celle du 9 mars, 1165 vols

contre 1291), même si le tout-cargo progresse sensiblement à +4% (907 vols contre 870). Cette augmentation dans le secteur du tout-cargo est portée par de nouvelles rotations vers le Pakistan, les Emirats Arabes Unis, les Philippines, le Japon, mais aussi l'Allemagne (+11%).

Développement durable : programme d'évaluation quantitative pour la construction de la « Belle Chine »

Afin de concrétiser l'objectif politique de la « Belle Chine » (« *Beautiful China* ») élaboré par la 19^{ème} Assemblée nationale du PCC, la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a publié le 6 mars un programme d'application prévoyant un système d'évaluation quantitative. Les objectifs en la matière doivent être raisonnables, atteignables et personnalisés en fonction des spécificités locales. Le Ministère des ressources naturelles (MNR), le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE), le Ministère de l'habitat et du développement urbain-rural (MoHURD), le Ministère des ressources en eau (MWR), le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) et l'Administration nationale des forêts et des prairies (NFGA) doivent élaborer des objectifs quantitatifs à l'horizon 2025, 2030 et 2035. L'Académie chinoise des sciences (CAS) est responsable de l'évaluation du processus de la construction de la « Belle Chine » à l'échelle nationale ainsi que provinciale. A compter de 2020, l'évaluation sera exécutée deux fois par cinq ans. Un résumé des principaux indicateurs d'évaluation et les autorités concernés figure ci-après :

Catégorie	Indicateurs	Autorités concernées
Air	- PM _{2.5} - PM ₁₀	MEE
Eau	- Qualité des eaux superficielles et portables	MEE
Sol	- Taux d'utilisation sécuritaire du terrain pollué - Taux d'utilisation de pesticide ...	MARA MEE MNR
Système écologique	- Taux de couverture forestière - Taux de protection des zones humides - Taux de conservation des eaux et du sol - Pourcentage d'aires protégées dans le territoire terrestre - Taux de protection des espèces vivantes clé	NFGA MNR MWR MEE
Hygiène urbaine et rurale	- Taux de traitement et de recyclage des eaux usées et des déchets ménagers - Taux de couverture des espaces verts - Généralisation des toilettes publiques dans les régions rurales	MOHURD MEE MARA

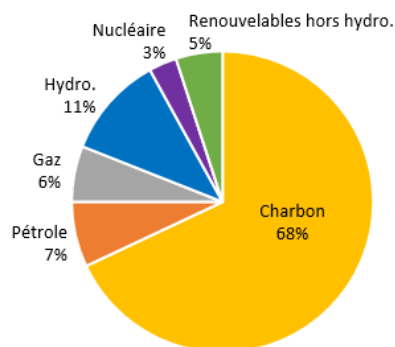
[Lire le programme entier \(en chinois\)](#)

Energie : Stabilité de la production d'énergie et d'électricité en 2019

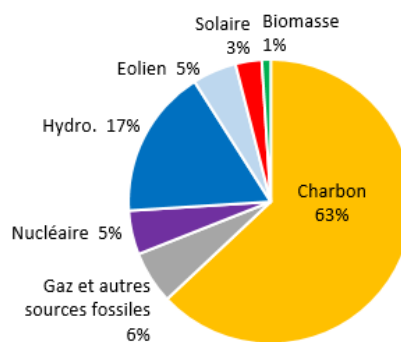
Un communiqué du *National Bureau of Statistics of China* (NBS) du 28 février détaille les statistiques de l'énergie en Chine au titre de l'année 2019. La production nationale d'énergie primaire augmente de 5,1 % par rapport à 2018 pour atteindre 3,97 Mds tonnes-équivalent-charbon (soit 2,78 Mds tep) et celle d'électricité de 4,7 % soit 7 503 Mds kWh. La production d'électricité de sources renouvelables (hors hydroélectricité) augmente fortement (+24 %) de même que celle issue du nucléaire (+18,3 %). L'usage du gaz croît de 10,0 % et celui du charbon de 4,0 %. Finalement le bouquet énergétique et électrique chinois demeurent relativement stables (cf. diagramme ci-dessous) compte tenu du poids historique du charbon (électricité et chaleur). Le contenu de charbon dans l'électricité thermique

produite est quasiment stable par rapport à 2018 (-0,3 %) et l'intensité carbone de l'économie chinoise (émissions de CO₂ par unité de PIB) diminue légèrement (-4,1 %). La publication à venir des statistiques relatives aux énergies renouvelables affinera ces données du NBS qui ne prennent en compte que les sources d'énergies renouvelables qui sont connectées au réseau électrique.

**Production d'énergie primaire
en 2019**



**Production d'électricité
en 2019**



Transports : Malgré le début de reprise, les métros des grandes villes chinoises restent très peu fréquentés

Les chiffres publiés par les opérateurs de métro chinois permettent d'établir des comparaisons de fréquentation entre 2020 et la période analogue en 2019. Ainsi, au plus fort de la crise du Covid-19, les métros pékinois et shanghaiens affichaient une baisse de -94 % et de -92 % par rapport à 2019. Depuis, ces chiffres sont en hausse progressive. Le métro shanghaien est aujourd'hui à environ 40 % de son trafic habituel avec près de 5 000 000 de déplacements ; le métro pékinois reste lui à un niveau plus faible, autour de 20 % du niveau de 2019, à moins de 1 900 000 déplacements. Cette différence entre Pékin et les autres métropoles chinoises s'explique par la prudence des autorités chinoises concernant la reprise de l'activité économique dans la capitale.

Par ailleurs, les chiffres étant particulièrement bas le week-end, ils montrent que les individus se déplacent sensiblement moins sur leur temps libre (crainte persistante de la contamination, manque d'activités de loisir disponibles) et qu'ils privilégient d'autres modes de transport sur ces temps de loisir, certainement des modes individuels.

Enfin, il convient de souligner que ces indicateurs sont sensiblement plus bas que ceux du taux de reprise (estimés à 37% à Pékin et à 45% à Shanghai), les usagers habituels du métro préférant éviter les transports collectifs. A noter aussi que le métro est un mode de transport plutôt destiné aux « cols blancs », qui peuvent pour une partie pratiquer le télétravail.

Transports : le secteur du fret enregistre une baisse en 2019, pour la première fois depuis 2013

Selon le Bureau national des statistiques, 47 060 M tonnes de fret ont été transportés sur l'année 2019, représentant une baisse d'env. 8,7 % par rapport à 2018. Cette baisse globale, constituant une première depuis 2013, cache une disparité entre les différents modes. Seul le fret routier est en baisse, les autres modes étant à l'inverse en hausse. Ainsi, le fret fluvial enregistre une croissance de 6,3 % (env. 7400 Mt transportés) et le fret ferroviaire de 7,2 % (env. 4 300 Mt transportés), le développement de ces deux moyens de transports bas carbone étant d'ailleurs incité par le gouvernement. En 2019, le trafic de passagers est de 3500 Mds passagers-km, soit une augmentation de 3,3 %, tiré par l'aviation (+9,3 %, env. 1200 Mds passagers-km) et le ferroviaire (+4 %, env. 1500 Mds passagers-km). En matière



d'infrastructures, 8489 km de nouvelles lignes ferroviaires ont été ajoutées au réseau, dont 5474 km de lignes à grande vitesse, et env. 328 000 km d'autoroutes ont été créées ou renouvelées.

[Voir le communiqué complet du Bureau national des statistiques](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

Restrictions de voyage et quarantaine

Le gouvernement hongkongais a annoncé le 10 mars l'entrée en vigueur à partir du 14 mars d'une mesure de quarantaine obligatoire de 14 jours dans des centres gouvernementaux (sans possibilité de quarantaine à domicile) pour les voyageurs (résidents ou non-résidents de Hong Kong) en provenance de plusieurs régions. Cette mesure s'appliquera à toutes les personnes s'étant rendues au cours des 2 semaines précédant leur arrivée dans la RAS dans les régions Bourgogne-Franche-Comté et du Grand Est, la région allemande de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, l'ensemble de l'Italie (extension à tout le pays ; jusqu'à présent seulement la Lombardie, l'Emilie-Romagne et la Vénétie étaient concernés) et à Hokkaido (Japon). Le gouvernement hongkongais avait au préalable le 7 mars étendu à tous les visiteurs l'obligation de remplir un formulaire médical à l'arrivée à Hong Kong. Cette obligation ne s'appliquait auparavant qu'aux vols en provenance de Chine. Le gouvernement de Hong Kong envisage depuis le 12 mars de renforcer les restrictions de voyage, les règles de quarantaine et les mesures de contrôle aux frontières. L'intensification des mesures sanitaires dépendra de l'évolution du nombre de cas dans la RAS, et de leur origine.

Renforcement des opérations de contrôle de l'Autorité Monétaire du régulateur financier

Le Secrétaire aux Finances de Hong Kong a indiqué lors de la réunion hebdomadaire du gouvernement que le système bancaire hongkongais pouvait résister à la crise actuelle, et que le gouvernement pourrait mettre en œuvre de nouvelles mesures d'aide. Il a également annoncé que l'Autorité Monétaire de Hong Kong (HKMA) et le régulateur financier (SFC) avaient intensifié leurs inspections et contrôles sur les opérations de trading actions et produits dérivés.

L'indice Hang Seng perd -8,1% cette semaine

Le HSI a perdu 8,1% à 24 032 points au terme de la semaine en raison des inquiétudes sur la propagation de l'épidémie de coronavirus en Europe et aux Etats-Unis, de la qualification de l'épidémie de coronavirus en pandémie par l'OMS et de l'effondrement des cours du pétrole. L'indice a connu 2 jours de baisse très marquée, le 9 mars avec une chute de -4,23% (la plus mauvaise performance de l'indice en 2 ans) et le 12 mars, perdant -3,66%. Les sous indices finance, utilities, immobilier et commerce & industrie ont perdu respectivement -6,5%, -5,3% -7,4% et -10,9% au cours de la semaine.

Le HKD reste à un niveau élevé dans un contexte de HIBOR supérieur au US LIBOR

La devise hongkongaise (HKD) est restée à un niveau relativement élevé (USD/HKD = 7,76 au 13/03), étant jusqu'à présent soutenue par la baisse plus rapide du US LIBOR par rapport au HIBOR (US LIBOR 3M : 0,77% vs HIBOR 3M : 1,27%).

Le HIBOR a cependant fortement baissé et se rapproche de son niveau le plus bas depuis un an. Selon Crédit Agricole CIB, les taux des contrats à terme en HKD suggèrent que les taux HIBOR pourraient descendre en dessous de 1%.

Retour au sommaire ([ici](#))

TAIWAN

Véhicule électrique : Hon Hai (Foxconn) poursuit sa stratégie en constituant une co-entreprise avec le constructeur automobile Yulong

[Un partenariat](#) vient d'être signé entre le constructeur automobile Yulong Motor et Hon Hai dans le domaine du VE. [Le capital](#) de cette co-entreprise (15.57 Md TWD) sera détenu à hauteur de 51% par

Hon Hai. Si le nom de la nouvelle entité n'a pas encore été révélé à la presse, il a été précisé que le centre de R&D dédié au développement du VE chez Yulong, Hua-Chuang Automobile Information Technical Center Co. (HAITEC), serait responsable du développement d'une plateforme de design. Cette nouvelle alliance impliquant Hon Hai fait suite à l'annonce en début d'année d'un rapprochement avec [Fiat Chrysler](#). Hon Hai a défini l'année passée son positionnement sur trois axes stratégiques : le véhicule électrique, la médecine numérique, et la robotique.

Innovation : Taiwan ouvre grand la porte aux talents étrangers

Le magazine Global Views consacre un [dossier spécial au recrutement des talents à Taiwan](#) : Taiwan a attribué 584 cartes "OR", depuis l'adoption en février 2018 de la loi sur le recrutement et l'emploi de talents professionnels étrangers. Ce nouveau dispositif permet aux jeunes talents de [bénéficier d'un ensemble de mesures](#) facilitant leur installation et celle de leur famille à Taiwan. A ce stade, on observe que 18% des recrutements ont été réalisés dans le domaine de la tech, avec une prépondérance de talents de manière générale venant des Etats-Unis (23%), le premier récipiendaire étant Steven Chen, américain d'origine taiwanaise, fondateur de YouTube. Le magazine se plaît à rappeler que ce recrutement fait écho en quelque sorte à celui de Morris Chang, fondateur de TSMC, intervenu il y a plus de trente ans, grâce à l'entremise du Ministre de l'économie de l'époque, Li Kuo-ting.

Parcs technologiques : des résultats historiques tirés à la hausse par TSMC

[Les trois parcs technologiques](#) de Taiwan ont enregistré une augmentation de 1,39% de leur revenu en 2019, avec un montant total de 2632 Mds TWD (79 Mds euros), [tirés notamment par TSMC](#) avec la mise en place de nouveaux procédés de production des semi-conducteurs de 5 nm. Ces parcs ont accueilli 1000 nouvelles entreprises en 2019. Ils emploient 280 000 personnes hautement qualifiées.

Coronavirus : impact sur l'économie

[Le Ministre de l'économie](#), SHEN Jong-chin, qui s'exprimait devant les députés le 9 mars dernier, a fait un état des lieux de la situation face au coronavirus. La pénurie de matières premières en provenance de Chine avait un impact sur l'industrie manufacturière. Si l'épidémie venait à perdurer 6 mois, le bureau du développement industriel envisageait une baisse des exportations de produits finis et intermédiaires de l'ordre de 30 à 50% (et 10% si la situation venait à se stabiliser sur les 3 prochains mois). Les entreprises estimaient aujourd'hui leur stock à un ou deux mois, leurs opérations pouvant se dérouler convenablement jusqu'à fin mars. Alors que les députés observaient de leur côté que le retour des investissements des Taishang (Taiwanais installés en Chine) semblaient avoir ralenti, le Ministre a souhaité rappeler que leur montant cumulé était de 718 Md TWD (21,68 Mds euros) et qu'un plan de soutien pour faciliter leur retour allait être annoncé dans les deux semaines. Par ailleurs, le gouvernement allait assister les laboratoires pharmaceutiques pour identifier de nouveaux fournisseurs, notamment américains et européens, afin de faire face à la pénurie de matières premières en provenance de Chine.

[Le ministère des Finances](#) a de son côté annoncé une hausse des exportations, en février, de 25% par rapport au même mois de l'année passée et un excédent commercial de 3,3 Md US. Néanmoins, ce résultat s'explique par un effet de base dû au [contexte particulier](#) du Nouvel An chinois. Le gouverneur de la banque centrale, [YANG Chin-long](#), a évoqué quant à lui dans un rapport destiné à la commission des Finances du Yuan législatif, les conséquences négatives du coronavirus sur l'économie, laissant présager une intervention imminente de la CBC sur le taux directeur, qui n'a pas évolué depuis plus de 3 ans et demi (lors de la crise du SRAS en 2003, le taux était passé de 1.625 à 1.375%). Par ailleurs, [la DGBAS](#) a revu ses prévisions de l'inflation en 2020 à la baisse, de 0.71% à 0.62%.

Enfin, la presse cette semaine s'étend longuement sur la fermeture en série de plusieurs hôtels ([Lefoo](#), [Landis](#), [Guan Xiang Century](#)...) et restaurants, le nombre des réservations passant de 80 % à 30%. De manière générale, [les hôtels 5 étoiles](#) ont enregistré des résultats très préoccupants en février, avec une baisse des revenus de 30% à 50% par rapport à l'année passée. Enfin, [les deux principales compagnies aériennes taiwanaises](#) ne sont pas épargnées, avec toujours sur février une baisse des revenus pour la compagnie publique China Airlines de près de 25% et de 35% pour Eva Air. [Air France a par ailleurs annoncé la suspension de ses vols entre Paris et Taipei](#) jusqu'au 29 mars.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin, Service économique de Hong Kong et Service économique de Taipei

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Zilan Huang, Furui Ren, Antoine Moisson, Dominique Grass, François Lemal, Lianyi Xu, Antoine Bernez, Jean-Philippe Dufour, Maxime Sabourin, Odile Huang

Revu par : David Karmouni, Pierre Martin, Alain Berder, Orhan Chiali, Jean-Philippe Dufour

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet